


Annexe II

 <p>GOVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
--	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
SIRET/SIREN
200067817
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
105, rue de la République - CS 30010, 69 220 Belleville Tél. / Fax. : 04 74 66 35 98 / 04 74 66 26 40 Mail : contact@ccsb-saonebeaujolais.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jacky MENICHON Président de la Communauté de communes Saône Beaujolais (CCSB)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Valentin BERTRAND (Services techniques)

Chargé de mission Urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Communauté de Communes Saône-Beaujolais 105 rue de la République - CS 30010 - 69823 BELLEVILLE cedex T: 04 74 06 11 11 - F: 04 74 06 11 12
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification de droit commun n°2 du PLU de Saint-Georges-de-Reneins
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Georges-de-Reneins
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Tout le territoire communal.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Beaujolais approuvé le 07 mars 2019
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE (et PGRI) Rhône Méditerranée 2022-2027 / PCAET adopté le 10 décembre 2019

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Évaluation environnementale dans le cadre du PLU de 2015
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Non concerné
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Non concerné
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Modification en 2018
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
3 octobre 2019
4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
La procédure envisagée pour cette évolution est la modification de droit commun.
Fondements juridiques :
La présente procédure a pour objet de modifier plusieurs points réglementaires du Plan Local d'Urbanisme afin : <ul style="list-style-type: none"> - Défaire évoluer au sein de la zone urbaine des limites de zones - De mettre à jour les emplacements réservés

Annexe II

- D'adapter les points du règlement pour favoriser une plus grande qualité dans la production urbaine
- De compléter l'OAP du Cartelet pour une meilleure prise en compte de l'environnement et du bioclimatisme dans la production urbaine

Elle ne réduit pas et n'augmente pas les objectifs de construction affichés avant la présente modification de droit commun

Ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du document et du PADD. De plus il n'est pas question de procéder à la réduction d'un Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, d'une zone agricole ou naturelle ou d'une protection « environnementale ».

Ces adaptations du PLU de Saint-Georges-de-Reneins entrent donc dans le champ d'application de la procédure de modification de droit commun.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

4403 habitants en 2020 (Insee)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

La présente modification n'induit aucune évolution des surfaces des zones de développement U et AU par rapport aux zones A et N.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait du PADD (p13):

« Objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace

La Commune a fait le choix d'un développement favorisant dans un premier temps le renouvellement, la densification et le comblement des dents creuses au sein du tissu urbain existant du centre Bourg et des hameaux principaux.

Le PADD limite la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur le reste de la Commune.

Deux secteurs de développement urbain se réaliseront en extension de l'urbanisation :

- *Le quartier du Cartelet : Le développement sera encadré par des densités urbaines fortes qui limiteront la consommation excessive de terres agricoles à 12 ha et permettront la réalisation d'une offre de logement nouvelle ;*
- *La zone d'activités de Boisfranc : L'extension de la zone d'activités des Vernailles se réalisera sur environ 12 ha afin de maintenir une dynamique économique sur la Commune.*

Le règlement du PLU sera adapté afin d'inciter à des formes urbaines plus denses sur les nouvelles opérations et laissera la possibilité, sur certains quartiers identifiés, de densifier

l'urbanisation existante. »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Les objectifs de la présente évolution du PLU de Saint-Georges-de-Reneins sont les suivants :

- Ajustements portant sur le règlement et le zonage :
 - Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces
 - Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention
 - Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa
 - Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage
 - Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles
 - Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles
 - Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits »
- Modifications portant sur le règlement :
 - Mise à jour des changements de destination en zone A et N
 - Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat
 - La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat dans le dimensionnement des accès
 - La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones
 - L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7
 - La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9
 - La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et la prise en compte d'un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat
 - La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures
 - La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce
 - La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations
 - La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement
 - La modification du nuancier
 - La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne
- Modifications portant sur les emplacements réservés :
 - Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés
- Modifications portant sur les changements de destination :
 - Ajouter deux changements de destination

Annexe II

- Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :
 - Faire évoluer qualitativement l'OAP n°1 « Le Cartelet »

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui
☐ Non

Non concerné pas d'ouverture à l'urbanisation

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Non concerné

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

- de déclasser un espace boisé classé

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Non concerné

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

- ☐ Oui
☒ Non

Annexe II

Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Non concerné
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Non concerné
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet → non concerné
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Non concerné
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Non concerné
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1) → non concerné
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Non concerné
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur → non concerné
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Non concerné
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Non concerné
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Non concerné

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site Natura 2000 Prairies humides et forêts alluviales du val de Saône»
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site du Val de Saône

Annexe II

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI de la Saône
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	8 ICPE présentes sur la commune 6 soumises à enregistrement et 2 soumises à autorisation non seveso
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune servitude de pollution mise en place sur la commune mais présence d'anciens sites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Abside et clocher de l'église Château de Vallières Château de la Laye Château de Longsard situé à Arnas mais dont le périmètre concerne la commune
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 2 Val de Saône méridional ZNIEFF de type 1 lit majeur de la Saône
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC identifiés dans le cadre du PLU
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La modification n'apporte pas d'évolutions par rapport aux sites de développement inscrits dans le PLU en vigueur. Il n'y a donc pas d'impact de la présente modification par rapport au site Natura 2000.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			

Annexe II

Si oui, précisez :
Non concerné

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Novembre 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Non concerné

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui dans le cadre de l'enquête publique

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Non concerné

- autre, préciser les modalités

Non concerné

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et	<input checked="" type="checkbox"/>

Annexe II

	comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Belleville en Beaujolais	le,	26/10/23
Nom	MENICHON	Prénom	Jacky
Qualité	Président de la CCSB		
Signature			
			

Auto-évaluation

Les objectifs de la présente évolution du PLU de Saint-Georges-de-Reneins sont les suivants :

- Modifications portant sur le règlement et le zonage :
 - Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI où sont admis les commerces
 - Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention
 - Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa
 - Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage
 - Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles
 - Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles
 - Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits »
- Modifications portant sur le règlement :
 - Les changements de destination en zone A et N
 - Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat
 - La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat
 - La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones
 - L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7
 - La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9
 - La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et la prise en compte d'un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat
 - La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures
 - La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce
 - La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations
 - La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement
 - La modification du nuancier
 - La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne
- Modifications portant sur les emplacements réservés :
 - Mise à jour des emplacements réservés
- Modifications portant sur les changements de destination :
 - Ajouter deux changements de destination
- Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :

Annexe II

- Faire évoluer qualitativement l'OAP n°1 « Le Cartelet » en ajoutant des prescriptions en matière de qualité environnementale

Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000, ZNIEFF)

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur les milieux naturels et la biodiversité (dont zones humides, zones Natura 2000, ZNIEFF)
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Impact positif : les deux zones UIb créées qui correspondent resteront non construites et végétalisées
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général : la modification est dans un secteur au caractère déjà urbain
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement	Aucun impact en général : la modification est dans un secteur au caractère déjà urbain

Annexe II

contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	
Modifications portant sur le règlement :	
Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale	Impact positif : le coefficient de pleine terr garantit mieux le maintien de l'intégrité des sols en évitant son artificialisation

Annexe II

d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général
La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Impact positif : la modification intègre une compensation végétale des arbres détruits et évite des destructions d'arbres sains.
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	

Annexe II

Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général
Modifications portant sur les changements de destination :	
Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Aucun impact en général
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Carlelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Impact positif : la modification intègre des orientations en matière de végétalisation accrue des espaces urbains (franges, voies, espaces libres, cœurs d'îlots végétalisés, haies, clôtures végétales), de maîtrise de l'imperméabilisation et d'infiltration des eaux pluviales

La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers

Grille d'analyse :

Objet	Impact la consommation sur d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en	Aucun impact en général

Annexe II

matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	
Modifications portant sur le règlement :	
Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisé	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général
La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	

Annexe II

<p>Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour</p>	<p>La majeure partie des emplacements réservés concerne des espaces déjà urbanisés.</p> <p>Ceux qui concernent des espaces agricoles ou naturels sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La surface de l'emplacement réservé n°5 passe donc de 5 033 m² à 5 470 m² = +437 m² • La surface de l'emplacement réservé n°12 passe donc de 3 228 m² à 1 494 m² = -1734 m² • Un nouvel ER N3 :représentant 3077 m² pour une voie • Un nouvel emplacement réservé N5 doit permettre la création d'une liaison routière et d'une piste cyclable de qualité, le long du chemin de Curatte pour une emprise de 13042 m² • Un nouvel ne voirie d'accès pour le secteur « Le Cartelet » à travers la définition d'un nouvel emplacement réservé N6 d'une emprise de 1388 m² <p>Le bilan global est une augmentation de 16210 m² prélevé sur des zones agro-naturelles</p>
<p>Modifications portant sur les changements de destination :</p>	
<p>Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.</p>	<p>Aucun impact en général</p>
<p>Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :</p>	
<p>Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de</p>	<p>Aucun impact en général</p>

Annexe II

préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	
--	--

L'activité agricole

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur l'activité agricole
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général
Modifications portant sur le règlement :	

Annexe II

Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tenements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Aucun impact en général
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Les ER pouvant impacter les fonctionnements agricoles par prélèvement foncier ou fractionnement des espaces de production sont :

	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouvel ER N3 : représentant 3077 m² pour une voie • Un nouvel emplacement réservé N5 doit permettre la création d'une liaison routière et d'une piste cyclable de qualité, le long du chemin de Curatte pour une emprise de 13042 m² • Un nouvel emplacement réservé d'accès pour le secteur « Le Cartelet » à travers la définition d'un nouvel emplacement réservé N6 d'une emprise de 1388 m² <p>Le bilan global est une augmentation de 16210 m² prélevé sur des zones agro-naturelles</p>
Modifications portant sur les changements de destination :	
Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Aucun impact les deux changements de destination ajoutés ne dépendent pas d'une exploitation agricole, ne sont pas à proximité d'une exploitation agricole et sont desservis par les réseaux. Ils n'ont plus d'usage agricole, il sont dans la continuité d'une ancienne construction d'habitation
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Aucun impact en général amené par la modification du PLU qui n'engendre aucune modification de périmètre de l'OAP par rapport au PLU en vigueur

L'eau potable

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur la ressource en eau potable
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général
Modifications portant sur le règlement :	

Annexe II

Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tenements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Aucun impact en général
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général
Modifications portant sur les changements de destination :	

Annexe II

<p>Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.</p>	<p>Aucun impact les deux changements de destination ajoutés sont desservis par les réseaux, ils sont dans la continuité d'habitation existantes et ne devraient plutôt servir à étendre les logements existants. Il est peu probable qu'ils engendrent d'arrivée de nouveaux ménages. Quand bien même ce sont au maximum deux nouveaux ménages qui pourraient être accueillis ce qui représente moins de 0.2% de la population actuelle et donc cette proportion très faible n'amènera pas de pression significative sur la ressource en eau</p>
<p>Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :</p>	
<p>Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire</p>	<p>Aucun impact en général amené par la modification du PLU qui n'engendre aucune modification par rapport à l'accueil potentiel du site.</p>

La gestion des eaux pluviales

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur la gestion des eaux pluviales
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Impact positif permettant de pérenniser des ouvrages de rétention existants
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général

Annexe II

Modifications portant sur le règlement :	
Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Impact positif permettant de limiter l'artificialisation
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisé	Impact positif permettant d'augmenter les surfaces d'infiltration au sol

Annexe II

La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général
La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général

Modifications portant sur les changements de destination :	
Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Aucun impact
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Impact positif permettant d'augmenter les surfaces d'infiltration au sol, la végétalisation et les espaces de pleine terre

L'assainissement

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur l'assainissement
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général
Modifications portant sur le règlement :	

Annexe II

Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Aucun impact en général
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général
Modifications portant sur les changements de destination :	

Annexe II

<p>Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.</p>	<p>Aucun impact les deux changements de destination ajoutés sont soit desservis par les réseaux, soit en ANC contrôlé par le SPANC. En cas de création de nouveaux logements ce sont au maximum deux nouveaux ménages qui pourraient être accueillis ce qui représente moins de 0.2% de la population actuelle et donc cette proportion très faible n'amènera pas de pression significative sur les capacités d'assainissement.</p>
<p>Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :</p>	
<p>Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire</p>	<p>Aucun impact en général amené par la modification du PLU qui n'engendre aucune modification par rapport à l'accueil potentiel du site.</p>

Le paysage ou le patrimoine bâti

Grille d'analyse :

Objet	Impact sur le paysage et le patrimoine bâti
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur Ulc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone Ulb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général

Annexe II

Modifications portant sur le règlement :	
Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Impact positif permettra de renforcer la végétalisation

Annexe II

La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Impact positif permettra de valoriser le paysage sur rue
La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Impact positif permettra de renforcer la végétalisation, et la qualité des espaces urbains
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général

Modifications portant sur les changements de destination :	
Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Impact positif permettra de valoriser du bâti ancien inutilisé et non entretenu
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Impact positif permettra de renforcer la végétalisation, et la qualité des espaces urbains ainsi que leurs transitions avec les espaces agro-naturels

Les sols pollués, les déchets

Grille d'analyse :

Objet	Sols pollués et déchets
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général
Modifications portant sur le règlement :	

Annexe II

Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Aucun impact en général
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Aucun impact en général
Modifications portant sur les changements de destination :	

Annexe II

Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Aucun impact en général
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Aucun impact en général

L'air, l'énergie et le climat

Grille d'analyse :

Objet	Air, climat énergie
Modifications portant sur le règlement et le zonage :	
Supprimer le sous-secteur UIc de la zone UI ou sont admis les commerces : Afin de préserver l'infrastructure commerciale du centre bourg.	Aucun impact en général
Créer une zone UIb permettant de sanctuariser les bassins de rétention : Afin de permettre d'assurer la préservation de ces équipements particulièrement importants dans le cadre de la gestion maîtrisée des eaux pluviales	Aucun impact en général
Mettre en place des linéaires commerciaux dans la zone UAa : fin de pérenniser l'activité de commerce en centre-bourg	Aucun impact en général
Intégrer le périmètre de protection des monuments historiques sur le plan de zonage : Afin de rendre immédiatement lisible le secteur d'intervention de l'Architecte des Bâtiments de France	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UB et UI autour du secteur des Vernailles : Afin de permettre le reclassement en zone UI de la parcelle B1366, actuellement classée en zone UB, et d'affirmer la vocation industrielle du secteur au milieu duquel la parcelle se situe	Aucun impact en général
Ajuster l'emprise du périmètre du secteur de mixité sociale autour du secteur des Vernailles : Afin d'exclure la parcelle B 1366 du périmètre de secteur de mixité sociale qui ne possède plus une vocation d'habitat (parcelle initialement classée UB) suite à son reclassement en zone UI.	Aucun impact en général
Ajuster les limites des zones UHa et UHb autour du hameau des « Nuits » afin de permettre le classement des parcelles L 183 et L 849, actuellement classées UHa, en secteur UHb et in fine faciliter la réalisation d'un projet de division et de construction actuellement contraint par les dispositions du secteur UHa en matière d'alignement, qui sont plus permissives au sein du règlement du secteur UHb	Aucun impact en général
Modifications portant sur le règlement :	

Annexe II

Les changements de destination en zone A et N : Afin de ne plus permettre les extensions, mais d'autoriser l'aménagement ou la restauration des bâtiments anciennement agricoles dans l'optique de faciliter les changements de destination dans une limite de 170 m ² de surface de plancher	Aucun impact en général
Les mesures de recul des portails d'entrées aux parcelles par rapport aux voies, particulièrement pour les zones U à vocation d'habitat : Afin de prendre en compte la question de la sécurité au niveau des accès aux parcelles	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires, à l'Article 3 des zones U à vocation d'habitat : Afin d'assurer la gestion de la desserte des terrains par les voies publiques ou privées en lien avec la multiplication des accès à l'intérieur de tènements déjà construits dans le cas de divisions parcellaire	Aucun impact en général
La prise en compte des divisions parcellaires à l'Article 4 des zones : Afin de prendre en compte le phénomène grandissant des divisions parcellaires. Afin d'encadrer le raccordement aux réseaux publics et d'assurer la participation à la taxe de raccordement des nouveaux logements ou espaces créés résultant d'une réhabilitation ou d'une division d'immeuble.	Aucun impact en général
L'implantation des piscines en zones U à vocation d'habitat, particulièrement les Articles 6 et 7 : Afin de réglementer les piscines non couvertes	Aucun impact en général
La prise en compte d'un CES (Coefficient d'Emprise au Sol) en zones U à vocation d'habitat, particulièrement l'Article 9	Aucun impact en général
La suppression du coefficient de biotope à l'Article 15 et son remplacement par un CPT (Coefficient de Pleine Terre) à l'Article 13, sur les zones U à vocation d'habitat : Afin de maîtriser l'urbanisation et la qualité de l'habitat dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et assurer la préservation d'espaces non construits pouvant être végétalisés	Aucun impact en général
La modification de l'Article 11, notamment sur les clôtures : Afin d'interdire les clôtures occultantes	Aucun impact en général

Annexe II

La modification de l'Article 12 sur la réalisation d'aires de stationnement, pour les zones U à vocation d'habitat et de commerce : Afin d'obliger l'intégration du stationnement dans le volume de la construction et de prendre en compte les divisions d'immeubles d'habitation/et le respect des règles de stationnement dans le cas de divisions d'immeubles d'habitation entraînant la création de nouveaux logements	Aucun impact en général
La modification de l'Article 13 sur la réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations : Afin de prendre en compte les arbres existants et d'encourager leur préservation en précisant que, pour tout nouveau projet de construction, soit réalisé un état phytosanitaire des arbres, que les arbres existants soient conservés dans la mesure du possible et que de nouveaux arbres soient plantés si ceux présents sur la parcelle nécessitent d'être détruits	Aucun impact en général
La modification de l'Article 15 sur les obligations imposées en matière de performances énergétiques et environnementales, en zones U à vocation d'habitat, de commerce et d'équipement : Afin d'encourager la sobriété énergétique et environnementale des constructions neuves et de promouvoir le bioclimatisme dans les techniques de construction et d'aménagement.	Aucun impact en général
La modification du nuancier : Afin de modifier et simplifier le nuancier de façade	Aucun impact en général
La modification de l'Article 2 des zones UA, A et N concernées par un risque d'inondation de la Vauxonne Afin d'interdire les constructions nouvelles dans les secteurs inclus dans le périmètre de l'aléa inondation de la Vauxonne, à l'exception de l'aménagement des bâtiments existants dans leur volume, avec ou sans changement de destination	Aucun impact en général
Modifications portant sur les emplacements réservés :	
Créer, modifier et supprimer des emplacements réservés : une mise à jour	Impact positif de certains emplacements réservés : Le développement de nouveaux parcours en modes actifs viendra

Annexe II

	offrir une alternative aux usages de la voiture.
Modifications portant sur les changements de destination :	
Ajouter deux changements de destination : Afin de permettre à d'anciens bâtiments agricoles d'évoluer.	Aucun impact en général
Modifications portant sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :	
Faire évoluer l'OAP n°1 « Le Cartelet » : Afin d'assurer la réalisation de l'ensemble des équipements, et en particulier de l'espace arboré au Sud, et de mieux préciser la qualité environnementale attendue en précisant des principes en matière de bioclimatisme et de nature en ville de façon à favoriser la sobriété et la performance énergétique des constructions, à préserver la gestion des ressources naturelles, à développer l'usage des énergies renouvelables et des éco-matériaux et à encourager la végétalisation des espaces extérieurs, le tout dans un souci de préservation de la qualité du cadre de vie, de lutte contre le changement climatique et de protection et valorisation de la biodiversité ordinaire	Aucun impact en général amené par la modification du PLU qui n'engendre aucune modification par rapport à l'accueil potentiel du site et aux circulations induites.

Le site Natura 2000

La zone Natura 2000 présente sur la commune de Saint-Georges-de-Reneins est le Site d'Intérêt Communautaire (SIC) « Prairies humides et forêts alluviales du val de Saône », dont le document d'objectifs (DOCOB) date de novembre 2008. Ce site qui couvre 691,78 hectares soit environ 25% du territoire communal, dispose d'une configuration très plane permettant des crues durant plusieurs semaines. Le cortège d'espèces végétales et animales (présence d'espèces très menacées à l'échelle mondiale) est tout à fait remarquable du fait de cette dynamique fluviale : - exposition régulière aux crues d'hiver et de printemps, - rétention d'eau de longue durée à cause des facteurs topographie-sol-climat, combinés à des pratiques agricoles traditionnelles extensives (fauche tardive, pâturage estival et automnal). Le Val de Saône représente une entité géomorphologique conséquente : 290 000 ha susceptibles d'être inondés pour un bassin versant d'environ 3 000 000 ha. À la fin du secondaire, l'émergence du Jura et du Morvan donnent naissance au lac bressan. C'est dans cette cuvette, comblée au quaternaire par des sédiments glaciaires que la Saône va établir son cours. Son régime particulier va se traduire par des périodes d'alluvionnement et des périodes de creusement constituant ainsi des terrasses. Les espèces animales et végétales présentes sur le site sont des amphibiens et des reptiles (Triton crêté), et quelques invertébrés (Agrion de Mercure, Barbot).

Les évolutions du PLU liées à la modification ne concernent pas le site Natura 2000 et n'impliquent aucune extension des zones de développement telles qu'elles étaient déjà mises en place et évaluées dans le cadre du PLU en vigueur avant la présente modification. La modification, dans l'ensemble de ses composantes n'est donc pas susceptible d'avoir des effets notables sur la zone Natura 2000, et d'une manière générale sur l'environnement. Ainsi, l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre du PLU de 2015 ne nécessite pas d'actualisation dans le cadre de la présente procédure de modification du PLU.

Autres champs dont la prise en compte ne relève pas du PLU et donc pour lesquels il ne peut donc pas être répondu par le biais de ce document.

La MRAE ARA, a tendance à évoquer dans ses avis des sujets qui bien qu'ayant sans doute un impact sur la santé ou les milieux, ne rentrent pas dans le champ de l'urbanisme d'un PLU et ne peuvent donc pas être évalués au titre du PLU.

On rappelle aussi que le PLU ne peut pas réglementer d'autres champs que ceux relevant du code de l'urbanisme, ce qui exclue les réglementations et thématiques relevant d'un autre cadre réglementaire.

Aussi le PLU ne peut pas être l'outil pour développer des actions réglementaires sur ces thématiques et ces sujets ne peuvent donc pas être un point d'appui à une décision d'évaluation environnementale

Ces thématiques sont rappelées ci-après

Le radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches surtout par certains sols granitiques. A l'air libre, le radon est dilué par les vents, mais dans l'atmosphère plus confinée d'un bâtiment, il peut atteindre des concentrations élevées. Il est considéré aujourd'hui comme la source principale d'exposition de l'homme aux rayonnements ionisants d'origine naturelle.

Annexe II

Les caractéristiques géologiques du territoire permettent de penser que l'exposition potentielle au radon est faible sur le territoire). La prise en compte de ce risque ne relève pas du champ réglementaire du PLU,

Le radon contenu dans l'air intérieur provient principalement du sol, en raison du manque d'étanchéité entre ce dernier et la partie habitée (sol de cave en terre battue, fissuration de la surface en contact avec le sol, joints entre parois, pénétration des réseaux), conjugué à la mise en dépression du bâtiment par les systèmes de ventilation (naturelle, mécanique, tirage des appareils raccordés).

S'il est impossible d'éliminer complètement le radon dans l'habitat, il existe toutefois différentes techniques pour en réduire la concentration. Ces techniques reposent sur les principes de la dilution du radon et de la limitation de sa pénétration dans le volume habité. Des solutions existent pour réduire significativement la concentration en radon dans les habitations. Elles reposent sur deux types d'actions :

- **Éliminer le radon présent dans le bâtiment en améliorant le renouvellement de l'air intérieur** (renforcement de l'aération naturelle ou mise en place d'une ventilation mécanique adaptée)
- **Limiter l'entrée du radon en renforçant l'étanchéité entre le sol et le bâtiment** (colmatage des fissures et des passages de canalisations à l'aide de colles silicone ou de ciment, pose d'une membrane sur une couche de gravillons recouverte d'une dalle en béton, etc.). L'efficacité de ces mesures peut être renforcée par la mise en surpression de l'espace habité ou la mise en dépression des parties basses du bâtiment (sous-sol ou vide sanitaire lorsqu'ils existent), voire du sol lui-même.

On rappelle que ces mesures relèvent du mode de construction sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du mode d'habiter les logements et ne relèvent pas du champ d'actions de l'urbanisme du PLU. Ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU en général et la présente modification. Ce sujet ne peut donc pas être un motif d'évaluation environnementale par rapport au champ de l'urbanisme.

Le moustique tigre

L'implantation du moustique tigre, *Aedes albopictus*, concerne les deux tiers du territoire français où il est installé. En effet, en présence de personnes atteintes de la dengue, chikungunya ou Zika, ce moustique pourrait être le vecteur de ces maladies et déclencher une épidémie.

Actuellement, la commune n'est pas concernée par une densité de ce moustique plus forte que sur le reste du territoire du Département. Il n'y a pas un enjeu proportionnellement plus fort sur la commune que sur les autres communes. Sa présence qui peut être réelle mais non inventoriée n'est pas de nature à changer la constructibilité sur la commune.

La prévention du risque est liée à la limitation de la stagnation de l'eau favorable au développement des moustiques. Il est possible d'agir sur certains ouvrages, comme par exemple :

Les toits, terrasses sur plots, toitures terrasses accessibles ou non ne doivent pas avoir de creux ou de bosses et doivent être en pente (une pente régulière est suffisante). Les évacuations doivent être positionnées au point le plus bas. Les points bas accumulant l'eau doivent être traités (dalles étanches, bandes bitumineuses, sable). Les zones d'évacuation doivent être munies d'un dispositif pour arrêter les débris (feuilles, papiers); On rappelle que le DTU doit être mis en œuvre pour tous ces ouvrages. La réglementation des DTU n'entre pas dans le champ d'un PLU.

Annexe II

Les systèmes de récupération de l'eau de pluie doivent limiter la stagnation d'eau ou limiter leur accès au moustique (pose de filets anti insectes à maille fine);

Les chéneaux et gouttières doivent avoir une pente régulière et suffisante pour l'écoulement, leurs dimensions sont adaptées aux conditions locales, à la surface collectée et à leur forme. (On rappelle que le DTU doit être mis en œuvre pour tous ces ouvrages). Des crapaudines (grilles) doivent retenir les débris et doivent être régulièrement nettoyées (le nettoyage ne relève pas du PLU)

Les tuyaux de descentes pluviales doivent être raccordés aux chéneaux et/ou gouttières en leur point bas. Lorsqu'elle n'est pas récupérée, l'eau qui arrive au sol doit s'infiltrer dans la terre ou être évacuée, soit vers un regard, soit vers un caniveau un autre type de collecteur. Les caniveaux ne doivent pas être en contrepente et situés à distance des bâtiments ;

Un lit drainant doit être utilisé en cas de pose horizontale de coffret technique.

Toutes ces techniques relèvent des installations ou des modes de gestion des ouvrages qui n'entrent pas dans le champ du PLU. Il ne relève donc pas du champ d'actions du PLU de traiter les problèmes de moustiques ou de tout autre animal terrestre aquatique, aérien ou extraterrestre. Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à cette problématique de présence éventuelle du moustique tigre sur le territoire communal.

Il est aussi rappelé que les dispositions de prévention préconisées relèvent de la construction d'ouvrages non régis par le code de l'urbanisme, et que ces ouvrages font l'objet de DTU (documents techniques unifiés). Les DTU s'imposent à tout constructeur, ils ne relèvent pas du champ de l'urbanisme mais de celui de la construction et de prescriptions indépendantes, n'ayant pas à figurer dans celles du PLU (d'autant que ces réglementations sont mises à jour très régulièrement).

La lutte chimique contre le moustique ne relève pas du champ du PLU non plus.

La lutte écosystémique (développement des prédateurs que sont les araignées, les oiseaux, grenouilles et chauves-souris), la destruction des gîtes larvaires passent par des mesures sortant aussi du champ du PLU. De même les missions de surveillance entomologique et d'intervention autour des cas humains d'arboviroses provoqués par ce moustique ne relève pas du champ de l'urbanisme.

Des études scientifiques menées par le CNRS indiquent :

*« Pour réduire les populations de moustiques, la plupart des pays utilisent des insecticides chimiques, mais ces molécules entraînent la sélection de moustiques résistants et sont aussi toxiques pour les abeilles, les crustacés et les poissons. Une approche alternative, respectueuse de l'environnement, consiste en l'épandage de spores de la bactérie *Bacillus thuringiensis israelensis* (Bti) dans les sites de reproduction des moustiques. Sous la forme de nanocristaux naturels, Bti produit un cocktail de quatre toxines ultra-spécifiques – Cyt1Aa, Cry11Aa, Cry4Aa et Cry4Ba. Suite à l'ingestion des spores par les larves de moustiques, les cristaux se dissolvent dans leur intestin sous l'effet de l'élévation du pH (jusqu'à 11), puis les protoxines solubles sont activées par des protéases (suppression des propeptides) et oligomérisent dans les membranes des cellules intestinales, entraînant leur perforation.*

Des quatre toxines, Cyt1Aa est la seule capable d'interagir directement avec les membranes des cellules intestinales de moustiques, se liant aux lipides plutôt qu'à un récepteur protéique ancré dans celles-ci. Outre son activité propre, Cyt1Aa peut donc faciliter le maintien de l'activité des autres toxines dans le cas où apparaîtrait une résistance basée sur la modification des récepteurs propres de ces dernières. Cette particularité de Cyt1Aa explique qu'aucune résistance n'ait à ce jour été observée dans les zones traitées au Bti et

que Bti soit utilisé pour contrôler les populations de moustiques dans de nombreux pays (États-Unis, Allemagne, Thaïlande, Chine, ...). Les coûts restent cependant élevés, rendant difficile une application dans les pays en voie de développement. Pour réduire ces coûts et permettre une utilisation plus large de cet anti-moustique naturel, augmenter son activité ou étendre son spectre d'action, une compréhension fine des mécanismes (i) de cristallisation *in vivo* au sein de Bti; (ii) de dissolution du cristal et d'activation des protoxines dans le tractus digestif de la larve ; et (iii) de toxicité est requise, notamment concernant Cyt1Aa.

C'est donc à la compréhension de ces trois mécanismes que se sont spécifiquement intéressés les chercheurs dans le cadre d'une collaboration internationale.. La première gageure était de réussir à résoudre la structure de cette protéine dans le contexte naturel, i.e. à partir des nanocristaux formés au sein de Bti. Mesurant moins de 1 μm , ces cristaux sont en effet trop petits pour permettre la détermination d'une structure à résolution atomique par cristallographie d'oscillation dans un synchrotron – et ce, même à température cryogénique. Ainsi, les chercheurs ont eu recours à une source de rayons X démesurément plus puissante, un laser à électron libre X ou XFEL, capable de délivrer en un temps ultra court – quelques femtosecondes i.e. 10^{-15} s – autant de rayons X qu'un synchrotron en une seconde. Grâce à cette installation et par cristallographie sérielle à l'échelle de la femtoseconde (ou SFX), ils ont pu résoudre à 1.8 Å de résolution la structure de Cyt1Aa à température ambiante, révélant les bases moléculaires de sa cristallisation *in vivo* et fournissant des indications sur le possible mécanisme de dissolution du cristal à haut pH, dans l'intestin de larves de moustiques.

Par mutagénèse dirigée et en faisant appel à une large gamme de méthodes biochimiques, biophysiques et toxicologiques, le consortium a pu identifier les interfaces centrales au mécanisme de dissolution et à l'activation de la protéine. Enfin, il a caractérisé les deux types d'oligomères pouvant se former en suite de l'interaction de Cyt1Aa avec la membrane, rationalisant pour la première fois que cette seule protéine puisse à la fois exercer une toxicité directe (oligomères poreux) et synergiser celle des autres toxines (oligomères de surface).

En réconciliant des données jusqu'ici mises en avant pour opposer deux modèles, l'ensemble des résultats met fin à une trentaine d'années de controverses sur le fonctionnement de Cyt1Aa. Ils montrent par ailleurs que la taille, l'aspect, la toxicité et la sensibilité au pH des cristaux de Cyt1Aa peuvent être contrôlés par le remplacement d'un atome unique à une interface stratégique, dans une protéine de ~2700 atomes. Ces découvertes ouvrent la voie au perfectionnement rationnel des toxines de Bti, avec pour perspectives d'étendre le spectre d'action, d'augmenter la toxicité et de réduire les coûts, autorisant enfin une utilisation large de cet anti-moustique naturel. »

Il est donc bien évident que ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU en général et la présente modification en particulier. Ce sujet ne peut donc pas être un motif d'évaluation environnementale par rapport au champ de l'urbanisme.

Aléa lié au retrait et gonflement des argiles

La variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produit des gonflements (périodes humides) et des tassements (périodes sèches) qui peuvent avoir des conséquences sur les bâtiments n'ayant pas pris en compte cet aléa dans leur conception. Les trois niveaux d'aléas (fort, moyen et faible) sont généralement mis en place. La cartographie de ce risque réalisée par le BRGM n'a une validité qu'à une échelle du 1/50 000ème et ne peut être traduite à l'échelle parcellaire.

Annexe II

La commune est concernée ponctuellement par un risque faible et modéré.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent à quelques principes. Leur mise en application peut se faire selon des techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur. Ces principes concernent la profondeur et les ancrages des fondations, la rigidité de la structure, la régulation de la teneur hydrique du sol entourant la construction, etc. Des études de sols spécifiques relevant de la responsabilité du constructeur doivent être menées pour tout projet. **Ces principes ne relèvent pas des règles d'urbanisme et n'entrent pas dans le champ réglementaire du PLU, et n'a aucun rapport avec la présente modification.**

L'Ambroisie à feuille d'armoïse

Il s'agit d'une plante exotique envahissante dont le pollen est à l'origine de fortes réactions allergiques de la population. En 2020, le nombre de jours où le risque de potentiel allergique apparaît est supérieur à 3 (apparition de symptômes).

L'aire de répartition de cette plante, son impact sur l'état de santé des populations, sur la biodiversité et les rendements agricoles sont croissants. Il est donc essentiel d'endiguer cette prolifération rapidement avant que sa présence ne soit trop importante et rende la lutte beaucoup plus difficile et onéreuse.

Les mesures de prévention préconisées, notamment lors des chantiers ou d'apports de terres (contrôle de l'origine terres, limiter la présence de sols nus ou en friche, etc.), relèvent de mesures de gestion et non du champ réglementaire du PLU.

Des informations complémentaires sont disponibles sur les sites de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/ambroisie-attention-aux-allergies> et de la FREDON Auvergne-Rhône-Alpes <https://lambroisie.fredon-aura.fr>.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter, ni de définir les pratiques d'apports de terre, ou de contrôle de la végétation des sols. Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à la problématique de l'ambroisie et de gestion des chantiers vis-à-vis de l'origine des terres apportées. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU.

Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.

Les chenilles processionnaires

La commune peut être concernée par des secteurs où les chenilles processionnaires ont déjà été identifiées. Il s'agit d'une espèce réglementée car nuisibles à la santé humaine (article D. 1338-1 du code de la santé publique).

Il ne relève pas du champ d'actions du PLU de traiter les problèmes de chenilles ou de tout autre animal terrestre aquatique, aérien ou extraterrestre Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à cette problématique de présence éventuelle de chenilles sur le territoire communal.

Par ailleurs il n'a pas été constaté en densité plus forte qu'ailleurs la présence de cette espèce (pas de données précises sur le territoire communal). Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU.

Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.

Le plomb

Le code de la santé publique (articles L. 1334-1 à 1334-12 et R. 1334-1 à R. 1334-9) prévoit la réalisation d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) en cas de Vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1er janvier 1949;

Tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation et construit avant le 1er janvier 1949 et ce depuis aout 2008. Par ailleurs, depuis cette date, cette mesure a été étendue à toutes les parties à usage commun.

Les enfants jeunes et les adolescents de moins de 18 ans sont particulièrement sensibles à l'intoxication au plomb. Une intoxication au plomb (saturnisme) peut être à l'origine de retard de croissance, d'une anémie, d'agitation, de troubles du sommeil, de l'humeur et de la mémoire, voire de troubles du développement. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine d'une intoxication comme la présence de peinture au plomb dans un logement.

On rappelle que ces mesures relèvent du code de la santé et non du code de l'urbanisme. Les mesures de traitement du plomb dans les logements sont sous la responsabilité du maître d'ouvrage et ne relèvent pas du champ d'actions de l'urbanisme du PLU. De plus aucune donnée précise ne permet de localiser les logements concernés. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.

La renouée dite « du Japon »

La renouée du Japon est une plante exotique envahissante originaire de l'Asie de l'Est.

Il s'agit d'une plante herbacée vivace à croissance rapide qu'on retrouve souvent sur des terrains résidentiels comme plante ornementale. Elle colonise une grande variété de sols et préfère les endroits ouverts comme :

- les rives;
- les bords de routes et de voies ferrées;
- les friches;
- les jardins.

La formation de colonies denses empêche la croissance d'autres espèces végétales, ce qui fait que les milieux envahis ont une très faible diversité d'espèces. La renouée du Japon peut également favoriser l'érosion des rives et modifier la composition chimique du sol ainsi que la diversité des microorganismes qui s'y trouvent

La lutte contre la renouée du Japon est particulièrement difficile et se fait sur plusieurs années. Les principaux moyens de lutte sont :

- L'excavation .
- L'arrachage
- Le bâchage

Les activités humaines, qu'elles soient agricoles ou de travaux publics, participent à la propagation de l'espèce autant que les crues qui permettent à ces rhizomes de voyager le long des cours d'eau que la renouée affectionne.

La limitation de sa prolifération passe aussi par la gestion des chantiers : confinement des terres, précaution lors du déplacement

Ces mesures ne relèvent donc pas du champ d'intervention du PLU. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification

Les pollens

Afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens, il est rappelé que les plantations peuvent suivre les recommandations de l'ANSES ainsi que celles du Réseau National de Surveillance Aérobiologique RNSA (voir les guides en ligne www.vegetation-en-ville.org) pour préconiser d'éviter l'implantation d'espèces végétales fortement allergisantes.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter. De plus ces espèces allergisantes n'ont pas été constatées sur la commune en densité plus élevée qu'ailleurs, et ne forment pas sur la commune un risque avéré (absence de données précises). Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

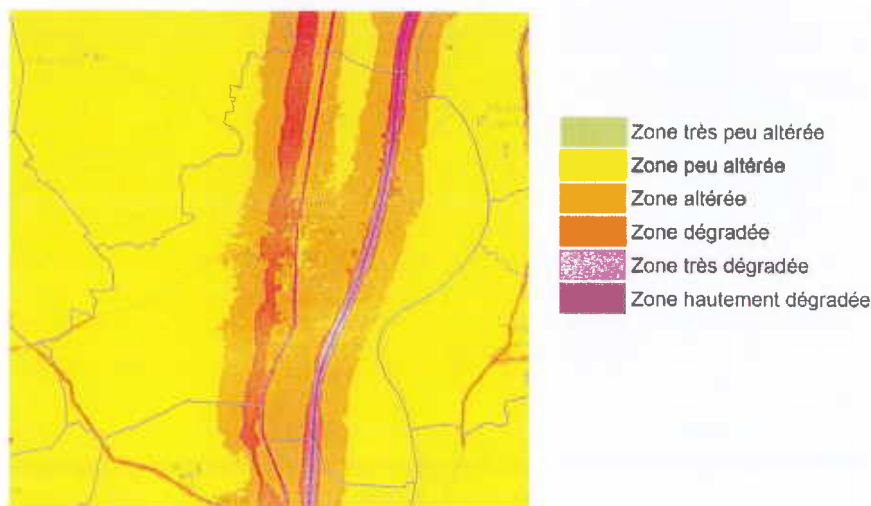
Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.

La qualité de l'air

La qualité de l'air quand elle est dégradée peut présenter un impact sur la santé humaine. À ce sujet il est rappelé l'existence de :

La plateforme de diagnostic territorial de l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMO Auvergne-Rhône-Alpes qui permet notamment d'obtenir des cartographies de la plateforme ORHANE (plateforme régionale d'identification et de hiérarchisation de l'exposition du territoire aux nuisances air et bruit) qui permet de générer une carte des niveaux de co-exposition air-bruit.

La commune est en zones altérée et très dégradée (A6).



Par ailleurs le brûlage à l'air libre est responsable d'une dégradation de la qualité de l'air localement.

Ces pratiques génèrent une combustion incomplète qui entraîne une pollution atmosphérique par des rejets de particules associées à des composés cancérogènes. Contrairement à une idée reçue, l'apport des déchets verts en déchetterie est préférable à une combustion à l'air libre pour la qualité de l'air. Brûler 50 kilos de déchets verts équivaut, en émission de particules fines, à rouler 18 400 Le plan régional de prévention et de gestion des déchets de décembre 2018 propose des actions pour réduire la production de déchets

Annexe II

verts comme : le remplacement progressif de certaines espèces végétales fortement productrices de déchets verts, dans les espaces privés et jardins publics, par des espèces locales plus adaptées, générant moins de déchets et nécessitant moins de produits phytosanitaires.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter. Les pratiques de brûlage ne relèvent pas du champ d'intervention du PLU et relèvent d'autres réglementations (déjà prises en compte par des arrêtés interdisant le brûlage des déchets verts). **Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité du PLU et est sans rapport avec la présente modification.**